

**JULIE GERVAIS  
CLAIRE LEMERCIER  
WILLY PELLETIER**

# LA VALEUR DU SERVICE PUBLIC



La Découverte

**D**es décennies de casse sans relâche : les dernières crises sanitaire et économique en montrent l'ampleur et les dangers. Mais qui veut la peau du service public ? Pourquoi, et au détriment de qui ?

Qui sont les commanditaires et les exécuteurs du massacre en cours au nom de la modernisation ? Quels sont leurs certitudes, leur langage, leurs bonheurs et leurs tourments ? Comment s'en tirent les agents du service public quand leurs métiers deviennent missions impossibles ? Comment s'en sortent les usagers quand l'hôpital est managérialisé, quand les transports publics sont dégradés ?

Ce livre raconte les services publics : ceux qui ont fait vivre des villages et ceux qui ont enrichi des entreprises, les guichets où on dit « non » et ceux qui donnent accès à des droits. Il combat les fausses évidences qui dévalorisent pour mieux détruire – les fonctionnaires trop nombreux, privilégiés, paresseux. Il mène l'enquête pour dévoiler les motifs des crimes et leurs modes opératoires, des projets de réforme à leurs applications.

On entre dans les Ehpad, aux côtés des résidents et du personnel soignant, on pousse la porte des urgences, on se glisse dans les files d'attente de la CAF ; on s'aventure dans les grandes écoles, on s'infiltre dans les clubs des élites, au gré de récits et d'images qui présentent les recherches universitaires les plus récentes.

**Julie Gervais** est politiste, **Claire Lemercier** est historienne, **Willy Pelletier** est sociologue.

Avec des textes de Hugo Bertillot, Dominique Memmi, Christian de Montlibert, Grégory Rzepski et Fanny Vincent.



éditions la découverte  
[www.editions-ladecouverte.fr](http://www.editions-ladecouverte.fr)

978-2-348-06855-3



22 € 9 782348 068553

# TABLE DES MATIÈRES

PAR QUELS YEUX ?	5
LOIS DE « MODERNISATION » EN RAFALES — REPÈRES	11
Le Comité Action publique 2022 : CAP sur le privé	16
<b>PARTIE I.</b>	
<b>MASSACRE À LA MODERNISATION</b>	<b>21</b>
Agents publics, visibles et invisibles	22
Écosystèmes chambardés	26
Routes et ségrégations	29
Le millefeuille de la gestion des routes	30
<b>CHAPITRE I</b>	
<b>LAISSÉS POUR COMPTE ?</b>	<b>34</b>
UNE GUERRE DES MONDES	35
Nique les mères ?	35
Au malheur des dames	37
Mobiles et mobilisations des « modernisateurs »	39
La mise en terre du monde rural	44
Enfant, mère, père – familialisme en milieux populaires	47
Hôpital : quand le moins appelle le moins	50
Pourquoi les « modernisateurs » gagnent ?	51
FRACTURATIONS DANS UN SERVICE	53
Thomas, un « <i>manager</i> administratif »	54
Déprofessionnalisations et caporalisations	61
Concurrences, démoralisations	64
Creusements des distances sociales	68

<b>CHAPITRE II</b>	
<b>AUTOPSIE DES DÉPEÇAGES</b>	<b>70</b>
ASSASSINER EN DISCRÉDITANT	71
La menace de la faillite	72
La bourse ou la vie ?	74
La privatisation aux frais des usagers : le cas britannique	76
Stigmatisation et culpabilisation individuelle :	
le stress comme faute professionnelle	82
« Déchiquetage salarial » à France Télécom	83
Détourner l'attention des conditions de travail : se concentrer sur soi-même	85
Contrôler son taux de stress comme on surveille son poids	86
L'ORGANISATION DES DÉSORGANISATIONS	
DE L'HÔPITAL PUBLIC ( <i>Fanny Vincent</i> )	89
Un désastre annoncé	90
Qui a dit que la santé devait être rentable ?	94
La peau neuve de l'hôpital	95
Franchises médicales : quelle franchise du gouvernement ?	100
Créer un hôpital rentable : PMSI, T2A et fantasmes gestionnaires	101
Des soignantes ouvrières du soin	106
Situation critique aux urgences	108
LA MISE EN CRISE DES MAISONS DE RETRAITE ( <i>Hugo Bertillot</i> )	114
Des professionnelles sous pression	115
En Ehpad, « on attend les mains nues que la catastrophe nous tombe dessus »	117
Des sous-soignantes ?	118
Gestion de la pénurie et maltraitance institutionnelle	120
Le « J'accuse » d'une fille dont la mère (93 ans) est hébergée en Ehpad	120
Micro-résistances et mouvements sociaux	122
La traçabilité des actes de soins sous la pression de la pendule	123
Les parlementaires s'en mêlent !	125
Rationalisation budgétaire et privatisation de l'offre	126
Bosses et résister	131

## PARTIE II.

### LA NOBLESSE MANAGÉRIALE PUBLIQUE-PRIVÉE 135

Les chats siamois 136

#### CHAPITRE I

#### LES GRANDES ÉCOLES DU CRIME 141

L'INSTITUTION D'UN MONDE À PART 142

C'est quoi en fait les *grandes écoles* ? 143

Un truc de keums ? 144

Quand la première femme majeure de Polytechnique doit se justifier d'être une « vraie » femme (frivole et coquette donc !) 145

Conversion, magie, enchantement 146

#### DES ÉCOLES D'ÉLITE POUR HÉRITIERS 151

*Wanted* 152

Recherche d'indices pour la sélection 153

Passer un concours : fallait déjà l'envisager ! 155

La culture en héritage 156

Suffit-il de travailler pour réussir ? 160

Système d'identification : le Grand oral de l'ENA 160

Faites comparaître... les grandes écoles 162

On payera votre RMI ! 163

Énigme : servir l'État ou se servir ? 166

#### LA FABRIQUE DES TUEURS DE COÛTS 168

*Hold-up* de la pensée 171

Les commanditaires 173

Le stage dans le privé pour les hauts fonctionnaires : entrée par effraction 173

Main basse sur le choix des enseignants 174

#### CHAPITRE II

#### BANDES ET CASSEURS DE SERVICES PUBLICS 179

LA FABRIQUE DES DOCILES AMBITIEUX 180

Comment poussent les dents longues ? 181

Des femmes laissées sur le carreau 184

Comme ils disent (*Grégory Rzepski*) 189

Lexique 1 : ça ne se dit pas 190

Lexique 2 : la langue des sigles 191

Lexique 3 : « Nous ne sommes pas dans le même camp » 192

Lexique 4 : cas sociaux 194

Lexique 5 : quels « talents » ? 196

Lexique 6 : figures de style 197

La grammaire d'un monde 199

#### KILLERS ET SCÈNES DE CRIME 200

Le gang des pantoufles 201

Ascenseur pour la fortune 203

Sens du service public, sens du commerce 207

L'alibi de l'intérêt général 210

Petits meurtres entre amis 212

Le Clan : ces grands patrons qui nous gouvernent 214

*Executives*, au masculin 215

Michel Pébereau, *serial* privatiseur 219

La vocation du service public ? 221

« Assistés », « profiteurs », « paresseux » ? La part des lions 222

Le butin de la noblesse 224

Repaires : clubs et lieux communs 226

Le Siècle, ou l'ancre de la production du consensus 229

#### LEURS AMIS, LEURS AMOURS, LEURS EMMERDES 231

La bonne conscience 231

Ascensions, connexions, guerres : comment devient-on 242

conseiller social d'Emmanuel Macron à l'Élysée ?

## PARTIE III.

### LES SERVICES PUBLICS L'ONT-ILS BIEN CHERCHÉ ? 259

#### CHAPITRE I

LES SERVICES PUBLICS, AU SERVICE DE QUI ? 261

SIGNALEMENT : SERVICE PUBLIC, MAIS ENCORE ? 261

Aujourd'hui, corvée d'autoroute 262

Laisserons-nous Google nous dire où aller ? 263

DES ENTREPRISES AUX ENFANTS PAUVRES : DÉCIDER QUI AIDER 266

Des services publics... 266

d'abord pour les entreprises 266

L'inspecteur (du travail) a le blues 270

Éducation et services sociaux :	
de la charité au service public	276
Lella aux colonies : services sociaux et égalités	281
Secours et sauvetages : quand les bénévoles ramont pour l'État	283
<b>SAUVER LA PEAU DES SERVICES PUBLICS, VILLE PAR VILLE ?</b>	284
Le retour du municipalisme : de la piscine au robinet	285
La distribution d'eau n'est pas un long fleuve tranquille	286
Un tramway nommé désir. Et si les transports en commun étaient gratuits ?	291
Le Conseil d'État, contre les services publics ?	292
<b>CHAPITRE II</b>	
<b>JALOUX DU FACTEUR. UN STATUT DE PRIVILÉGIÉS ?</b>	296
Trop grosse, la fonction publique ?	298
Une France fonctionnariste ? Tout dépend qui on compte	300
<b>À LA BOTTE DE LEUR HIÉRARCHIE OU AU SERVICE DE TOUS :</b>	
<b>QUAND LE STATUT LIBÈRE</b>	303
Aux origines de la fonction publique : hiérarchie, précarité et piston	304
Le statut des fonctionnaires : une idée d'abord... de droite	307
Un statut inespéré, mais aussitôt attaqué	310
Les « trois versants » et les autres : extensions et grignotages du statut	314
Le retour de la précarité dans la fonction publique ( <i>with a vengeance</i> )	317
Prof en fac le jour, femme de ménage la nuit	318
Service civique ou service public au rabais ?	322
<b>UN STATUT ENVIABLE — ET TANT MIEUX</b>	323
Une archiviste au service du public	326
Les salaires des fonctionnaires : pas vraiment des privilégiés	327
Les femmes fonctionnaires, des carrières toujours pas égales à celles des hommes	332
Muter pour monter ? Des emplois contraignants	333
Le « lumpen-fonctionariat » des gardiens de phares au XIX <sup>e</sup> siècle	334
<i>Mammoth pride</i> : quand les services publics sont en avance	339
Quand la France était écolo avant d'autres. Le Conservatoire du littoral	341
Un statut qui abolit les privilèges ? Concours et ascension sociale	345
Quand le service public lavait plus blanc. Pourquoi des éboueurs ou des blanchisseuses fonctionnaires ?	348

## PARTIE IV.

<b>À QUI PROFITE LE CRIME ? SERVICES PUBLICS ET ÉGALITÉS</b>	351
<b>CHAPITRE I</b>	
<b>LES SERVICES PUBLICS ET L'INTÉGRATION — PUIS LA DÉSINTÉGRATION — DU TERRITOIRE</b>	353
DES SERVICES PUBLICS DANS TOUS LES CANTONS	354
BÂTIMENTS PUBLICS, BÂTIMENTS LAÏCS ?	358
POUR ACCÉDER AUX SERVICES PUBLICS, ROULER OU CLIQUER	361
Administration numérique, administration inaccessible :	
la « dématérialisation » de l'accès au RSA	362
Vivre sans services publics, ce n'est pas qu'à la campagne	366
ENTRETENIR LES ROUTES POUR TOUT LE MONDE :	
LA FIERTÉ D'UN SERVICE PUBLIC LOCAL	367
Quand la tempête fait renaître le service public	370
DES COLONIES À L'OUTRE-MER : LES LIMITES DE L'ÉGALISATION PAR LES SERVICES PUBLICS	371
<b>CHAPITRE II</b>	
<b>RESPECT POUR TOUS ET TOUTES ?</b>	373
RETOUR À LA CHARITÉ ? SERVICES PUBLICS, « MAUVAIS PAUVRES » ET « QUARTIERS DIFFICILES »	374
L'ÉGALITÉ AU GUICHET : QUAND « FAIRE DU SOCIAL » EST MAL VU	380
Quand un bon accueil ne remplace pas des droits : personnes LGBT et services publics	382
La file d'attente « modernisée » : deux poids, deux mesures	383
DANS LA POLICE, ON N'EST PAS RACISTE, ON LE DEVIENT	388
ÉMANCIPATEURS OU INÉGALITAIRES ? L'ESPOIR DU VERRE À MOITIÉ PLEIN	390

<b>CHAPITRE III</b>	
<b>LE RETOUR DE LA TROISIÈME CLASSE ? COMMENT DÉCLASSER SANS LARMES DANS LE SERVICE PUBLIC</b> ( <i>Dominique Memmi</i> )	396
DES SOINS DE TROISIÈME CLASSE	397
UNE TROISIÈME CLASSE POUR LES ÉTUDES ET LES TRANSPORTS	402
POURQUOI FAIRE DU SERVICE PUBLIC <i>LOW COST</i> ?	404
UNE STRATIFICATION QUI NE DIT PAS SON NOM	406
<b>CHAPITRE IV</b>	
<b>UN MONDE SANS SERVICES PUBLICS : FORTERESSES DE RICHES ET RETOUR DE LA DOMESTICITÉ</b> ( <i>Christian de Montlibert</i> )	412
LES SERVICES PUBLICS PROFITENT AUSSI AUX RICHES	413
L'ENTRE-SOI, EN PLUS DES SERVICES PUBLICS	415
LE SÉPARATISME DES RICHES	418
DES MAJORDOMES PLUTÔT QUE DES FONCTIONNAIRES	423
<b>CONCLUSION</b>	<b>429</b>
La guerre est déclarée	430
Dire non pour continuer à faire son métier	432
Des services publics pour l'avenir	434
Références	436
Index	462
Remerciements	467
Les auteurs et auteur	468

## PARTIE I

# MASSACRE À LA MODERNISATION

**S**auras-tu calculer combien d'agents publics m'ont aidé à vivre une heure quarante, le 20 novembre 2019 ? J'ai vécu ces instants comme tu les vis peut-être.

6 h 52. J'allume la lumière ; je me lève ; j'ouvre un robinet d'eau ; je fais chauffer un café ; je tire la chasse d'eau ; je sors la poubelle ; j'ouvre la boîte aux lettres ; j'emprunte la même route qu'hier, elle est éclairée ; ils ont ajouté un « stop » la semaine dernière ; je vois des arbres, des branches coupées sans doute jeudi, des camions-grues les empilent ; je longe un jardin public ; je passe près du cimetière que des ouvriers de la ville regravi-lonnent ; je dépose les enfants, l'un au collège, l'autre à la crèche, ils mangent à la cantine, le plus grand part au lycée en bus ; une femme, chasuble jaune, arrête les voitures devant le collège, des ados traversent au passage piéton ; après le travail, j'irai voir Malika à l'hôpital ; un type en vert nettoie les caniveaux, les bancs, il ramasse un pigeon mort, je le croise tous les jours mais là il a l'air crevé, c'est quoi sa vie ? ; merde, l'avenue où les feux marchent plus, je suis con, hier je m'étais dit de pas la prendre ; le trafic bouge, un flic régule, ça va, j'arriverai à l'heure au boulot ; sur la boîte à gants, Post-it de mon amour, j'oublie toujours, penser à voir les impôts au cas où la chaudière remplacée donne une déduction fiscale, poster les feuilles de Sécu pour l'indemnisation d'arrêt de travail de son père ; qu'est-ce qu'on va manger ce midi ?

Près du bureau, le restau se met aux normes après contrôle sanitaire, du coup c'est nul, chacun ira dans son coin, mais ça valait mieux qu'une intoxication ; autoradio, je zappe. Rires et Chansons ? Oui j'aime bien. Mais là, ce guignol, cent fois que je l'entends, qui cogne les fonctionnaires, c'est drôle en quoi ce sketch ? ; sur les Roms, les fonctionnaires, ils tapent, contre les banquiers jamais. Services publics = feignasses ? Pourtant j'arrête pas de les utiliser, sans même le voir.

Combien d'agents publics m'ont aidé, depuis le réveil, je l'ignore ; des milliers aux tâches entrelacées, indispensables.

---

### Agents publics, visibles et invisibles

**Métiers.** Les services publics, ce ne sont pas seulement des personnels de santé ou d'Ehpad (établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes), des fonctionnaires dans les tribunaux, dans les centres des impôts ou les mairies, les préfectures et les prisons ; des pompiers, des gendarmes, des policiers, des enseignantes, des agents administratifs, des postiers, des assistantes sociales, des bibliothécaires, des agents d'entretien des voiries ou des parcs et jardins, des inspecteurs du travail, des douaniers, etc. Ce sont aussi tellement d'invisibles : égoutiers, forestiers, grimpeurs-élagueurs, agents des déchetteries, chargés de la préservation du patrimoine, inspecteurs des installations classées (qui surveillent les sites industriels dangereux), inspecteurs de la concurrence, de la consommation et des fraudes, ou services vétérinaires qui contrôlent les élevages, les abattoirs, la qualité des nourritures, le respect de la chaîne du froid, les règles sanitaires, dans les commerces, les restaurants, les cantines ; ce sont aussi des statisticiens, des assistantes éducatives pour la petite enfance, des aides à domicile, des conducteurs d'engins, entre autres.

**Précarité.** En 2019, plus d'un agent sur cinq de la fonction publique était contractuel, hors statut de fonctionnaire, précaire donc (voir Partie 3, « Le retour de la précarité dans la fonction publique »). Ces dernières années, le pourcentage n'a cessé de croître. Le nombre de contractuels a augmenté de 49 % entre 2005 et 2019. Parmi eux, 55 % sont en CDD et près de 70 % de ces CDD durent moins d'un an ; 62 % des contractuels sont des femmes, qui exercent souvent les métiers les moins payés.

« Je le croise tous les jours, sans le voir. »  
© J. Paquier.



# MUR DE LA HONTE

<p><b>Le 19 Mai 2019</b></p> <p>La nuit dernière, aux urgences, 30 patients ont dormi sur des brancards.</p> <p>Dont 22 en attente d'hospitalisation.</p>	<p><b>Le 20 Mai 2019</b></p> <p>La nuit dernière, aux urgences, 22 patients ont dormi sur des brancards.</p>	<p><b>Le 23 Mai 2019</b></p> <p>La nuit dernière, aux urgences, 20 patients ont dormi sur des brancards.</p>	<p><b>Le 25 Mai 2019</b></p> <p>La nuit dernière, aux urgences, 15 patients ont dormi sur des brancards.</p>	<p><b>Le 26 Mai 2019</b></p> <p>La nuit dernière, aux urgences, 22 patients ont dormi sur des brancards (dont 13 en attente d'un lit d'hospitalisation)</p>
<p><b>Nuit du 26 au 27 mai</b></p> <p>5 personnes ont dormi sur des brancards aux urgences dont 7 en attente d'une chambre sur l'hôpital</p>	<p><b>NUIT DU 27 AU 28 MAI 2019</b></p> <p><b>Faute de place en hospitalisation cette nuit 24 personnes ont dormi sur des brancards</b></p>	<p>Dans la nuit du 01 au 02/06 (12) patients ont dormi sur des brancards faute de lits disponibles sur l'hôpital</p>	<p>Dans la nuit du 02 au 03/06 (4) patients ont dormi sur des brancards faute de lits disponibles sur l'hôpital</p>	<p><b>LE MARDI 4 JUIN</b></p> <p>La nuit dernière, aux urgences, (26) patients ont dormi sur des brancards.</p>
<p><b>Mercredi 5 juin 2019</b></p> <p>La nuit dernière, aux urgences, plus de (30) patients ont dormi sur des brancards aux urgences faute de lits d'hospitalisation disponibles</p>	<p><b>Jeudi 6 juin 2019</b></p> <p>Cette nuit, aux urgences, (21) personnes ont dormi sur des brancards faute de lits d'hospitalisation disponibles</p>	<p><b>Vendredi 7 juin 2019</b></p> <p>Cette nuit aux urgences, (10) personnes ont dormi sur des brancards faute de lits d'hospitalisation disponibles</p>	<p><b>samedi 8 juin 2019</b></p> <p>Cette nuit, aux urgences, (10) personnes ont dormi sur des brancards faute de lits d'hospitalisation disponibles</p>	

## UN DÉSASTRE ANNONCÉ

Monsieur Raymond arrive aux urgences d'un grand CHU en ambulance. Il ne comprend pas vraiment ce qui lui arrive. Il a fait un malaise aux toilettes, ensuite, trou noir : c'est son épouse qui a appelé le 15. Le cœur de monsieur Raymond fatigue. À 80 ans, il bat à 30 coups par minute et, par moments, il s'arrête. Les médecins disent : « BAV II paroxystique », ou « mauvais contact intermittent ». Il faudra lui poser un *pacemaker*, un appareil pour dire à son cœur à quel rythme battre. En attendant, il a besoin d'être « scopé », c'est-à-dire branché à un écran qui permet de surveiller en permanence ses « paramètres vitaux », les chiffres qui décrivent son état de santé,

parmi lesquels son rythme cardiaque. Il ne peut pas rester aux urgences avec un scope sur roulettes. Il lui faut une place dans un service pour une surveillance renforcée et en continu ; il a besoin d'un « lit scopé ». Mais ces lits sont une ressource rare à l'hôpital. Maëlle, l'urgentiste qui prend en charge monsieur Raymond, le sait trop bien. C'est toujours compliqué de trouver une place pour accueillir un « patient scopé ». Surtout pour un cas comme monsieur Raymond, à son âge et avec plusieurs « facteurs de comorbidité » (d'autres problèmes de santé : obésité, hypertension, diabète) qui rendent sa prise en charge délicate et plus longue que la moyenne.

Maëlle contacte en premier le service de cardiologie. Comme d'habitude, il est saturé, c'est impossible. Maëlle appelle ensuite, les uns après les autres, les quatre autres services de soins intensifs/réanimation de l'hôpital qui auraient les moyens techniques d'accueillir monsieur Raymond. Là encore, aucune place disponible.

Depuis l'épidémie, les lits sont tous occupés ou réservés pour les « patients Covid ». Le virus n'a fait qu'empirer une situation déjà critique. À l'automne 2019, par exemple, des enfants de région parisienne avaient dû être transférés dans les hôpitaux de Rouen, Reims, Caen et Amiens parce qu'il n'y avait pas assez de lits en réanimation pédiatrique, faute de personnels pour faire face à l'épidémie saisonnière de bronchiolite. Dans l'hôpital où travaille Maëlle, il faut souvent annuler ou repousser des opérations en chirurgie cardiaque car le service de réanimation, qui prend en charge les patients après leur intervention, n'a plus de lits disponibles – l'attente pour se faire opérer du cœur est généralement de deux à trois mois. Il arrive d'ailleurs que **des patients sur liste d'attente meurent avant d'avoir pu se faire opérer**. Avec la pandémie, de nombreux patients déjà sur liste d'attente ont dû être « déprogrammés » afin de réserver les lits de réanimation aux « patients Covid ».

Mais revenons aux urgences. Maëlle se résout finalement à appeler la clinique privée la plus proche, à trois kilomètres. Ils ont une place ! monsieur Raymond repart donc, en ambulance privée, direction la clinique. Mais Maëlle enrage : et si le rythme cardiaque de monsieur Raymond s'aggravait et qu'il nécessitait la pose d'un *pacemaker* en urgence ? Elle ne sait pas si l'équipe de cardiologie est en mesure de poser une « sonde d'entraînement électro-systolique » : ce qu'il faudrait faire si l'état de monsieur Raymond s'aggravait pendant la nuit, en attendant la pose du *pacemaker*. Ce qu'elle sait en revanche, c'est qu'ils n'ont pas de service de réanimation ; si l'état de monsieur Raymond se dégrade, il faudra l'intuber (mettre un tube dans sa gorge pour l'aider à respirer) et donc le rapatrier en urgence au CHU\*.

**LEXIQUE**

Centres hospitaliers universitaires (CHU) : hôpitaux qui, en plus des missions de soins, assurent la formation des étudiants en médecine et en pharmacie, et participent à la recherche médicale. C'est souvent eux qui s'occupent des patients atteints des maladies rares. En métropole, il y en a un ou plusieurs par région, à l'exception de la Corse.

## CONVERSION, MAGIE, ENCHANTEMENT

« La situation magique est un phénomène de consensus. »

Claude Lévi-Strauss, *Le Sorcier et sa magie*, 1949.

*Adja, Lauryne et Emma, Sciences Po Paris. Les prénoms ont été changés, le texte procède de faits réels.*

« **A** ce moment-là, j'ai su qu'ils l'avaient pour eux, qu'ils l'ont prise, qu'un mur était mis entre nous, avec elle de l'autre bord, qu'elle est à eux et je la reverrai plus. J'en veux pas à Adja, elle préfère Emma, d'accord, mais c'est pas Emma, juste elle, qui fait qu'elle m'aime plus, c'est Sciences Po qui l'a prise, elle préfère Emma parce que Emma, c'est Sciences Po. J'ai pensé, Lauryne t'es morte, j'avais l'amour dans le sang, j'étais plus attachée à elle qu'à moi, j'aurais tout donné. Durant deux ans. Depuis la première à Julie Daubié ; on se tournait autour en seconde mais pas plus, sauf au basket. Mais après, avec l'été, j'étais piquée, on s'est collées ; pour moi ça a été trois ans le paradis nous deux. Sa famille est du Val d'Argent à Argenteuil, même bloc que la mienne. Autour c'est vide, t'as rien. Avec Adja, on filait sur Châtelet ou près des Champs, chez Hermès, Kooples, Ricci, Saab, on entraînait comme si on était bourgeoises, avec l'air qu'en a rien à foutre, ta mère est riche. Ou chez elle, *duty free* si personne était là, on chillait, l'Ataya chauffait, elle riait tout le temps, je lui disais tout de ma vie et mes rêves, elle pareil. Ou on allait au basket. Autrement, j'avais souvent des plans, le samedi, par mes frères, pour qu'on parte danser gratuit à l'Aquarium ou à l'Arc, sans que ses parents sachent. Mais il y avait rien à craindre.

À Daubié, comme tout le temps on était collées, des pookies qui blâment il y en avait, mais ça comptait pas, tellement j'étais heureuse. Au départ, c'est pour rester tranquille ensemble qu'on a fait l'atelier prépa Sciences Po à Daubié. Comme c'est en ZEP, il y a une convention pour rentrer à Sciences Po. Mais Adja, elle ambiance que de surface et arrivée chez elle, sans moi, elle fait que travailler, alors je sais pas comment, elle a eu le concours.

Genre les quatre premiers mois de Sciences Po, je la voyais moins. Mais elle était Kwak de moi, plus qu'elle a jamais été. Peut-être parce



« T'es prise à Sciences Po. Tu dois changer de forme. »

qu'elle sentait que les gens de Sciences Po la voyaient label ZEP, et que ses jeans étaient pas les derniers Diesel, ou par sa façon de parler Val d'Argent. Personne lui causait, sauf les charos.

C'est après qu'ils l'ont envoûtée. T'es prise à Sciences Po. Alors, tu fais ce qu'il faut pour rester dedans. Tu dois changer de forme. Les autres te regardent plus pareil, et toi aussi tu les vois plus pareil. L'Adja d'avant a disparu. Alors elle m'a laissée. Sûr qu'elle m'a trouvée conne de plus en plus, ou excentrique ou excentrée, je sais pas comment ça se dit. En vrai, de la tête aux pieds, c'est elle qu'a changé. Moi j'étais pas plus conne qu'avant.

Fin novembre il y a un an, une pote d'Emma l'a invitée à une soirée. Adja m'a dit viens, j'y vais pas seule, viens. C'était des meufs Sciences Po, que des filles, appartement des parents, tout blanc, avec une odeur douce, jamais senti ça, un canap' au milieu mais carrément long comme deux lits, blanc, et des tapis rouges ultra sombres, mais style tu leur marches pas dessus ; des filles étaient moitié allongées dessus. Elles parlaient mais comme la déco, propre, moelleuse, gracieuse ; elles parlaient lentement mais super sûres d'elles, une qui disait son avis, l'autre qui disait une nuance, et encore une autre une nuance ; moi je nuance pas tout le temps, peut-être que c'est pour ça qu'Adja a eu honte de moi.

Après, elle m'a vue moins. Elle a fait partie de leur groupe pour réviser et monter des exposés. Une fois, on devait passer la soirée toutes les deux, mais elle a été avec les meufs de l'appart, pas danser mais voir de la danse au théâtre, en face de Châtelet. Une autre fois, pareil, c'était week-end ensemble normalement, elle est partie avec les filles à Bruxelles, parce que c'était pas possible de manquer l'expo *Radical Protest. Get up Stand up* au MIMA. À cause de l'exposé sur "Se révolter" qu'elle préparait avec Emma. Je savais pas ce que c'était "MIMA", mais elle en parlait après comme si c'était le Lidl, tellement c'était soi-disant normal de connaître.

Après, Adja quasiment je l'ai plus vue quand, avec les meufs de l'appart, elle s'est inscrite à un tas d'assos de Sciences Po. Une, son nom c'était "Ça swingue Sciences po", pour apprendre le *Lindy Hop*, une danse années vingt des Blacks aux États-Unis. Une, c'était *The BB !*, pour faire Paris la nuit à vélo et terminer dans un bar gardé secret au départ. D'autres où elle s'est inscrite, c'étaient "Assomarket" pour faire la promo du marketing, *Women in business*, "Politiqu'elles" contre les hommes violents, *Equal* pour les LGBT, *We start* pour lancer des *start-ups* numériques. Adja m'avait montré un après-midi toutes les associations qu'existent à Sciences Po : "Rhinocéros" pour faire du

---

## Wanted

Sur des images d'archives de l'ENA en 1966, la voix *off* avance :

\* Car si le concours est ouvert à tous, l'école impose des codes tacites : il est plus simple d'intégrer l'établissement quand on est bien né. Monsieur de Bonnecorse a eu, lui, la chance d'avoir baigné tout jeune dans le milieu des grands fonctionnaires. \*

Gros plan sur monsieur de Bonnecorse, jeune élève en costume, nonchalamment installé dans un canapé. Le journaliste l'interroge :

\* Est-ce que vous trouvez que ça aide aussi d'appartenir à une famille où il y a déjà des gens qui... [Monsieur de Bonnecorse l'interrompt promptement] :

- Oui, sûrement. À mon avis, c'est même indispensable ! \*

Archives INA, extrait, 2019.

\* Deux membres d'une même famille, passés par la même école : Sciences Po. \*

Nicolas Beytout est journaliste. Directeur des *Échos* pendant huit ans, puis du *Figaro* pendant trois ans, il a créé le quotidien *L'Opinion*, en 2013. Sa fille, Philippine Beytout, pénaliste, exerce au sein d'un prestigieux cabinet d'avocats.

Q : Nicolas Beytout, votre vocation de journaliste était presque un héritage familial ?

R : C'est vrai, mes grands-parents étaient propriétaires du journal *Les Échos*, et il m'a toujours paru naturel de penser à cette profession. [...]

Q : Et vous, Philippine, avez-vous choisi le droit pour vous émanciper justement de cet héritage ?

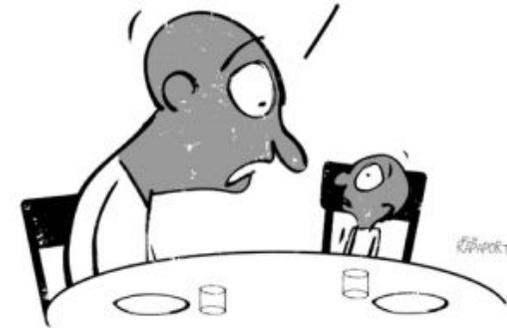
R : Pas vraiment, puisque le droit est aussi une forme d'héritage familial, mais plutôt du côté maternel, puisque ma mère et ma grand-mère étaient toutes deux juristes.

Émile Magazine (Sciences Po Paris), 2018.

---

Si les grandes écoles ont donc toujours eu un recrutement inégalitaire, loin de s'être amélioré, le phénomène s'est renforcé ces dernières années. Or, à partir du moment où elles structurent tout le système de pouvoir (puisque la plupart du personnel politique et dirigeant en est issu), **le fait que ces écoles soient principalement un outil de reproduction sociale a des conséquences lourdes sur notre société et son évolution.**

TU AS PLUS DE CHANCES  
DE GAGNER AU LOTO  
QUE DE RENTRER DANS  
UNE GRANDE ÉCOLE.



## RECHERCHE D'INDICES POUR LA SÉLECTION

Librement adapté de travaux de Pierre François & Nicolas Berkouk, Marianne Blanchard, Sophie Orange & Arnaud Pierrel, et Muriel Darmon.

Jordan voudrait être ingénieur ; les maths, c'est son point fort. D'ailleurs, il vise la mention à son bac S. L'autre jour, un prof de son lycée de Nevers a parlé de « prépa » et d'une grande école d'ingénieurs. Polytechnique. Rien que le nom, ça l'a fait rêver. Personne dans son entourage n'a l'air de connaître. Il faut dire que pour cent étudiants qui partent en fac, seulement sept s'orientent vers des classes prépa. Les *happy few*. Mais peu importe : il paraît que c'est sur concours. Pas besoin d'être fils à papa, d'avoir des réseaux parisiens ou des passe-droits : **un concours, c'est anonyme et c'est ouvert à tout le monde, non ?**

Jordan a raison, en théorie. Les concours sont anonymes et méritocratiques\*, ils ne prennent en compte ni les origines sociales ni les professions des parents, ils se fichent du lieu de domicile et de la consonance du nom de famille, et ils sont aveugles à la couleur de la peau et au niveau du compte en banque. Passer un concours, c'est l'occasion de remettre les compteurs à zéro et d'être enfin jugé pour ses capacités intellectuelles. « Mon rôle, explique d'ailleurs le directeur du concours de Polytechnique, c'est d'organiser un concours équitable et de sélectionner les candidats qui ont le meilleur niveau possible. Je ne veux pas savoir s'ils sont garçon ou fille, français ou étranger, parisien ou

**dans leurs angles morts ?** Ces jeunes tueurs d'élite – tueurs de coûts, tueurs de résistances et de rébellions – ont été formés pour que, accumulant les braquages à la modernisation, ils réalisent leurs « devoir-être ». Avec élan, enthousiasmes, jouissances, fiertés et butins.

## LA FABRIQUE DES DOCILES AMBITIEUX

« S'ils sont capables de penser librement, ils seront maintenus à l'écart grâce à un système de filtres très complexe, qui trie et élimine les gens trop indépendants. S'ils ne se montrent pas soumis, ils empêcheront le fonctionnement des institutions. Donc, si vous devenez [sous-directrice, directeur adjoint ou chef de service] il y a de fortes chances pour que vous ayez déjà intégré ces valeurs qui vous font paraître évident que certaines choses ne se disent pas. En fait, vous ne pensez même plus qu'on peut dire de telles choses – vous avez appris qu'il n'est pas convenable de dire certaines choses. »

Propos librement adaptés de Noam Chomsky,  
*Comprendre le pouvoir*, 2011.

Les hauts fonctionnaires se fabriquent dans un moule commun qui n'exclut pas les différences. Différences de statut, d'abord, entre celles et ceux qui sont devenus tels, en milieu de carrière, par la voie du concours interne, quand d'autres sont propulsés très jeunes dans le groupe dominant de la haute administration d'État, par la vertu du concours externe. Ou encore entre l'élite des hauts fonctionnaires, qui composent les grands corps\*, et les administrateurs civils, qui représentent plus de la moitié des énarques\* et forment l'essentiel des effectifs de la haute fonction publique, sans appartenir à un grand corps. À ces différences très hiérarchisées entre trajectoires et entre postes se mêlent et s'ajoutent des différences de genre : là comme ailleurs dans la fonction publique (voir Partie 3, « Un statut enviable – et tant mieux »), les femmes ne mènent pas les mêmes carrières que les hommes. Mais également des différences de motivations entre les hauts fonctionnaires : certains restent, plus que d'autres, animés par leur attachement au service public et une éthique de l'intérêt général. Toutes et tous ne se surinvestissent pas dans leur carrière à l'identique ou avec les mêmes cartes en main : l'arbre de la noblesse managériale publique-privée ne doit pas

**Concours internes :** ils permettent à des fonctionnaires de changer de corps et de devenir, par exemple, haut fonctionnaire après plusieurs années d'exercice. Les **concours externes** s'adressent, eux, à des non-fonctionnaires. Pour la haute fonction publique, ceux et celles qui les réussissent sont généralement issus de classes prépas ou de grandes écoles.

cacher la forêt des hauts fonctionnaires. Quant à la NMPP, n'est-elle composée que d'ambitieux sans scrupules appelés à graver les marches de l'État par leur seule obsession de la réussite ? Ce n'est pas si simple...

### COMMENT POUSSENT LES DENTS LONGUES ?

*Inspiré par un chapitre  
de Jean-Michel Eymeri-Douzans.*

« C'est un carriériste », « Elle a les dents qui raient le parquet », « Il est dévoré par l'ambition »... Parmi la NMPP, nombreux sont les exemples individuels à qui ces commentaires s'appliquent bien. La critique est fréquente mais elle est aussi trop facile. Car ces individus n'agissent pas seulement de façon cynique, vaniteuse ou arriviste, ils expriment aussi une profonde soumission à l'autorité – et ces deux traits ont été construits ensemble pendant leur formation et au début de leur carrière.

Il y a d'abord tout le bagage social et scolaire de cette noblesse. Le milieu familial aisé dont sont issus la plupart de ses membres ; les années de « forceries\* » passées en prépa, puis à Sciences Po ou Polytechnique ; la conformation requise pour entrer à l'ENA et en sortir « par le haut » (voir « Suffit-il de travailler pour réussir ? ») ou pour être admis à l'ISP et graver les échelons de la haute fonction publique. Des parcours ponctués par les classements, la concurrence, les rivalités et l'esprit de compétition. **Pas nécessairement des ambitieux, parfois juste de « bons élèves », animés par la réussite scolaire.** Vient ensuite le succès aux concours et la rencontre des pairs, tout à la fois concurrents et compagnons, au sein de grandes écoles où l'« excellence » est revendiquée comme vertu cardinale. Puis l'accès aux hautes fonctions de l'État, où la carrière à venir apparaît comme la juste compensation d'une rémunération perçue comme modeste. Modeste ? Elle ne l'est pas dans l'absolu, mais elle est bien ressentie comme telle, par comparaison à ce que ces hauts fonctionnaires auraient pu obtenir s'ils étaient devenus cadres d'entreprise ou avocats, par exemple. Ces éléments conjugués produisent rarement des personnes indifférentes à leur carrière, même s'il existe toujours, ici et là, des exceptions. Ces dernières passeront rarement le filtre imposé par les règles du jeu professionnel au sein de la très haute fonction publique : elles partiront ou renonceront à « faire carrière ».

Comment grimpe-t-on vers les sommets de l'État ?  
En plaisant aux chefs, placés plus haut encore.

[...] faire face au poids des réseaux. Certaines femmes déplorent leur manque de relations, professionnelles mais aussi extra-professionnelles, qu'elles relient à une moindre disponibilité pour créer et surtout entretenir celles-ci. C'est particulièrement le cas de jeunes mères qui assurent la grande majorité des tâches domestiques et familiales. Plusieurs expliquent ne pas pouvoir aller prendre un verre le soir après le travail avec des collègues, quand elles doivent déjà « courir après 19 ou 20 h pour aller libérer la nounou », ou encore ne pas prendre le temps de déjeuner au restaurant administratif le midi pour « gagner du temps pour pouvoir partir pas trop tard le soir ». Il faut connaître les viviers et savoir ce qu'on veut. Et surtout résister à l'emmerdeur. **Résister au mec qui vient vous voir 50 fois pour avoir sa promotion** et, à la fin, en désespoir de cause, vous vous dites : Pour qu'il arrête de venir me voir, je vais lui filer un truc. Et du coup, ceux et surtout celles qui ne demandent rien, on se dit : Tant mieux, ça me fait un problème en moins. (Citée par C. Marry *et al.*, 2017)

Pierrette souligne une autre contrainte qui pèse sur les femmes. Si « réseauter » nécessite de tisser des liens interpersonnels et de se rencontrer en marge du travail, autour d'un déjeuner ou en soirée pour boire un verre, comment éviter les ambiguïtés, les allégations, le qu'en dira-t-on ? Cet espace à la périphérie du travail est tendanciellement réservé aux hommes, qui se rencontrent dans des endroits peu fréquentés par les femmes (sous peine d'être soupçonnées de chercher la promotion



canapé). Par ailleurs, ces échanges ont souvent lieu dans le cadre d'activités traditionnellement masculines (la salle de muscu', l'équipe de foot, le bistro d'à côté, le week-end de golf, etc.) et donc, aussi, à des horaires incompatibles avec les tâches domestiques et une vie familiale.

Ces règles non dites, fondées sur le modèle masculin érigé en norme, ont un impact considérable aux stades les plus importants des carrières

« Réseauter » en marge du travail : un espace tendanciellement réservé aux hommes.

dans la haute administration : elles jouent tout particulièrement pour obtenir les quelques postes très convoités qui agissent comme des accélérateurs de carrière. C'est le cas du pantouflage\* et, avant, du passage en cabinet ministériel (voir « Le clan... »). Intégrer un cabinet facilite le départ vers un beau poste dans le secteur privé, ce qui permet, ensuite, de revenir dans l'administration à un poste encore plus élevé. Mais, pour passer la petite porte du cabinet, il faut conjuguer deux critères : être choisi et sollicité, et mettre sa vie privée entre parenthèses pour démontrer une disponibilité à toute épreuve. Très rares sont les femmes qui le peuvent. On comprend dès lors pourquoi la noblesse managériale publique-privée se conjugue essentiellement au masculin.

### COMME ILS DISENT

Texte de Grégory Rzepski.

« La discipline, réunion du savoir et du pouvoir, se réalise d'abord dans un langage. »  
Pierre Bourdieu, *Le Monde*, 1984.

**L**undi matin, 9 heures, dans le VII<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Anne-Sophie prend son poste de cheffe de bureau au ministère des Transitions solidaires. Victoire, *sa n + 1*, lui donne des conseils qu'elle note dans son carnet Moleskine à 25 euros. La cheffe a le même en vert. **Les deux jeunes femmes se comprennent, elles parlent la même langue, elles ont fait l'ENA.** Mais elles pourraient aussi *sortir de l'X* ou administrer une collectivité territoriale. Car il y a une langue des cadres très supérieurs du service public.

Une langue avec ses intonations (posées), son débit (très rapide), ses expressions et ses tournures. Noblesse oblige : les mots des *hauts* fonctionnaires sont souvent ceux de la « haute ». De même tout un « bien-parler ». Faire les liaisons, prononcer correctement : gageure avec un « u », *imbroglio* sans dire le g. Et puis bannir la vulgarité : tu dis « par contre », tu sors, « au niveau de », t'es mort. On sait se tenir, on a des lettres. Au moins des diplômes. *Expressis verbis*, pour « expressément » ou *in petto* (comme a lâché Emmanuel Macron) pour « intérieurement » : ça fait toujours bien le latin. Ou les mots compliqués. À Sciences Po, puis à l'ENA, **Anne-Sophie a appris à dire *paradigme* pour *modèle*, à préférer *holistique* à *global*, à *appréhender un écosystème* quand elle analyse le contexte**, à parler de son *appétence* (pour le social, la culture ou l'environnement) ou d'*ingénierie* (sociale, culturelle ou environnementale).

le Kangoo c'est trop cher, mais faut attendre au cas où le groupe de Cédric récupère des concerts. Ils avaient dit qu'ils iraient en Islande, sur des volcans.

Elle en a marre, elle déborde.

Marre surtout de la boule au ventre, on dirait un coup de poing qui lâche pas. Ou bien elle sent sa gorge serrée si dur qu'elle croit qu'elle étouffe. Et tous les jours c'est ça, la putain d'angoisse qui comprime. Prise sans relâche, elle dit « comme si j'étais dans une cage, ou coincée dans un piège qui finira jamais ». Les voisins, tout Fismes d'ailleurs, elle leur parle plus, « leur dire quoi, pas un qu'a le bac ». Et ils t'aident jamais, tellement qu'ils ont peur, ou tellement qu'ils ont rien, ou qu'ils sont trop barrés, les jeunes, avec l'alcool. Des mecs l'ont emmerdée, pas aux HLM, au centre de Fismes : personne n'a rien dit, rien fait. Elle pense qu'on peut plus avoir confiance en personne. **Elle dit qu'elle s'attendait pas à avoir une vie « classée zéro » comme ça, qu'il faut s'en tirer, mais là, on fait comment ?** Même les collègues bougent pas pour toi, parce qu'ils flippent sur leurs CDD, ça met le cœur par terre.

#### **Philippe est un tueur. Un tueur de coûts.**

*Il apparaît ici sous sa véritable identité. Les citations entre guillemets sont tirées de la presse économique quotidienne ou hebdomadaire.*

Vingt heures. Il rentre à La Celle-Saint-Cloud, vallon de la Drionne, à dix kilomètres de Versailles. De Luce, il n'a jamais entendu parler. Il ne connaît personne comme Luce. Philippe a été nommé, en septembre 2015, directeur général adjoint du groupe public La Poste, en charge de la branche Service/Courrier/Colis – qui gère les centres de tri. Comme d'ordinaire, il demande à Benoît, son chauffeur, de le déposer bien avant chez lui. Il n'aime pas arriver à la maison en berline de fonction. « Cela fait m'as-tu-vu », a dit une fois Béatrice. Mais, surtout, il aime flâner un peu, dans ces voies anciennes et calmes de La Celle qui, lentement, le ramènent « au port ». **Tout le ravit. Ces murs de pierres sans âge, autour des hôtels particuliers, d'où s'échevellent des lilas sombres.** La tiédeur humide des résines et des pins qui saisit, à certains croisements. Il s'arrête parfois, regarde le vent dilater le feuillage des tilleuls. Lorsqu'il croise des voisins de quartier, ce sont des mots pour la famille ; les Cellois de souche se connaissent, se reconnaissent, s'estiment. « Ils portent beau, même très tard, c'est une élégance de vie superbe », juge Jean-Charles, son frère aîné. Chevalier dans l'ordre des Palmes académiques, président de la Société des poètes français fondée

par Sully Prud'homme, Jean-Charles Dorge est un mélancolique exalté, nostalgique de jadis, qui ne se l'envoie pas dire. C'est un poète : « Et vous gros durs, terreurs des rues, / Songez un peu que l'avenir, / Ferme sa porte à votre vue, / Car il ne peut que vous punir ! » s'enflamme-t-il dans ce sonnet qu'il a intitulé *L'Homme bon*, paru dans *L'Exil du jour*. Un recueil de poésies que son frère recommande à tout-va.

Quand, le soir, Philippe pousse la grille du jardin, Béatrice sort pour l'accueillir sur le perron de cette demeure 1920, qu'ils ont eue « pour très peu, tout était à refaire ». La restaurer a soudé la famille. De vastes fenêtres occupent un mur entier du séjour. Elles ouvrent sur une treille et une véranda art déco qui ravissent Béatrice. Par elles, le jardin pénètre la maison. Pas un jour où Philippe ne s'avoue que Béatrice l'enchanté, qu'elle est sa joie et sans cesse l'éblouit. Passé vingt-neuf années de mariage, il n'en revient pas. Il ne saurait dire par quelle magie cette demoiselle pleine de grâce, fine et si courtoise, a pu le choisir devant Dieu ; alors que, étudiant d'allure provinciale, il sortait à peine de Sciences Po et d'un DESS *Labor and industrial relations* à Assas. Lui, le déclassé, si peu frivole, tellement laborieux. Le père de Philippe, né Dorge de Vacher de Saint Géran, avait fini salarié dans l'industrie du pneu. Ce jeune homme un peu gauche, de noblesse déchue, n'était vraiment pas plus qu'un autre. Il ne brillait pas. Tellement de partis plus élevés, plus chics, plus pétillants et distingués s'offraient à Béatrice. Philippe croit qu'entre eux, l'amour s'est cristallisé et l'accord secret de leurs âmes s'est noué, lorsqu'en silence, recueillis sur le même banc, leurs regards s'absorbèrent dans les vitraux bleu nuit, obscurs, de Notre-Dame de l'Assomption à Clermont-Ferrand, d'où fut prêchée la première croisade. Leurs corps s'étaient frôlés en quittant le banc. Deux mois plus tard, il effleurait ses doigts durant le *Médée* de Charpentier, donné par Les Arts florissants. Depuis, ils ont eu six enfants. Lors des messes, à La Celle, les vitraux rouge et bleu de Saint-Pierre-Saint-Paul le ramènent à son émotion d'alors, à cette bénédiction. Au sein de l'équipe d'animation paroissiale, Béa s'active désormais auprès du père Bruno L'Hirondel. Et dans la presse économique, Philippe n'hésite pas à faire l'éloge du pape François, qui « donne une grande espérance, avec son message franciscain, n'oubliez pas les pauvres ».

**Avant d'intégrer La Poste, Philippe Dorge travailla vingt-cinq ans chez Peugeot**, dont il fut directeur des ressources humaines entre 2013 et 2015. **Il y supprima 14 800 emplois – saignée sans précédent.** Sous son impulsion, l'usine d'Aulnay fut liquidée avec une grande brutalité. Dans les autres, il a accéléré le recours à l'intérim – les CDI ne



La Piscine, à Roubaix, devenue un musée (photo de 2020).

Kosciusko-Morizet), maire socialiste de 1919 à 1922 puis de 1925 à 1942, qui lance la construction de cités ouvrières par des architectes d'avant-garde comme Le Corbusier et Augustin Perret ; il y développe aussi les colonies de vacances. D'autres maires de gauche créent des piscines et bibliothèques municipales dans l'entre-deux-guerres – la piscine à eau chaude art déco de Roubaix, devenue musée, ouvre en 1930. La Fédération des offices publics d'habitations à bon marché (HBM, les ancêtres des HLM) reprend et étend progressivement le principe du logement social. Il y a 300 offices en France en 1939, et celui qui couvre Paris et la proche banlieue construit plus de 17 000 logements entre 1919 et 1939.

Ce temps des luttes pour les services publics municipaux ne s'est pas arrêté en 1945 ; et il est encore possible d'en inventer, en réinventer, en regagner (comme pour l'eau) ou de les rendre plus publics : gratuits par exemple. Possible, mais pas simple : les petites communes notamment sont soumises aux décisions des intercommunalités, dont les « conseillers métropolitains » ne sont pas élus directement par la population. La « modernisation » du partage des responsabilités et de l'argent entre État et communes menace beaucoup d'entre elles de perdre à nouveau toute marge de manœuvre budgétaire pour innover.

## Un tramway nommé désir. Et si les transports en commun étaient gratuits ?

Dans les années 1960 et 1970, le municipalisme a connu un premier renouvellement. Comme en 1900, il s'agissait d'inventer des services publics ou de nouvelles manières de les organiser – avec, en plus, la participation directe de la population : on parlait alors d'autogestion. C'est dans cet esprit que le docteur Ernest Martin est élu maire de Louviers, 15 000 habitants, dans l'Eure, en 1965, sur une liste d'union de la gauche bien particulière, à l'écart des partis, mais ouverte à diverses influences gauchistes et anarchistes aussi bien qu'aux partisans du socialiste Pierre Mendès France. L'équipe ne gère la ville que de 1965 à 1969, puis de 1976 à 1983, mais elle mène alors beaucoup d'expériences de démocratie participative. Elle réorganise aussi les transports scolaires, qui faisaient l'objet d'une concession\* – bien que l'opposition de droite proteste : la ville « prive de travail sans raison » le secteur privé, forcément « plus préparé et mieux qualifié » pour faire rouler des cars. Malgré ces déplorations, le transport scolaire devient gratuit dans le cadre d'une régie\* municipale, qui crée aussi un service de bus tout aussi gratuit – comme le sont les autres nouveaux services publics municipaux : entre autres, des centres aérés, des ateliers de peinture et des laboratoires de langues. La municipalité parle d'ailleurs d'« entrée libre » et pas de gratuité. Ainsi, pas d'ambiguïté : ces services ont bien un coût (payé par l'impôt) et une valeur – et ils sont libérateurs.

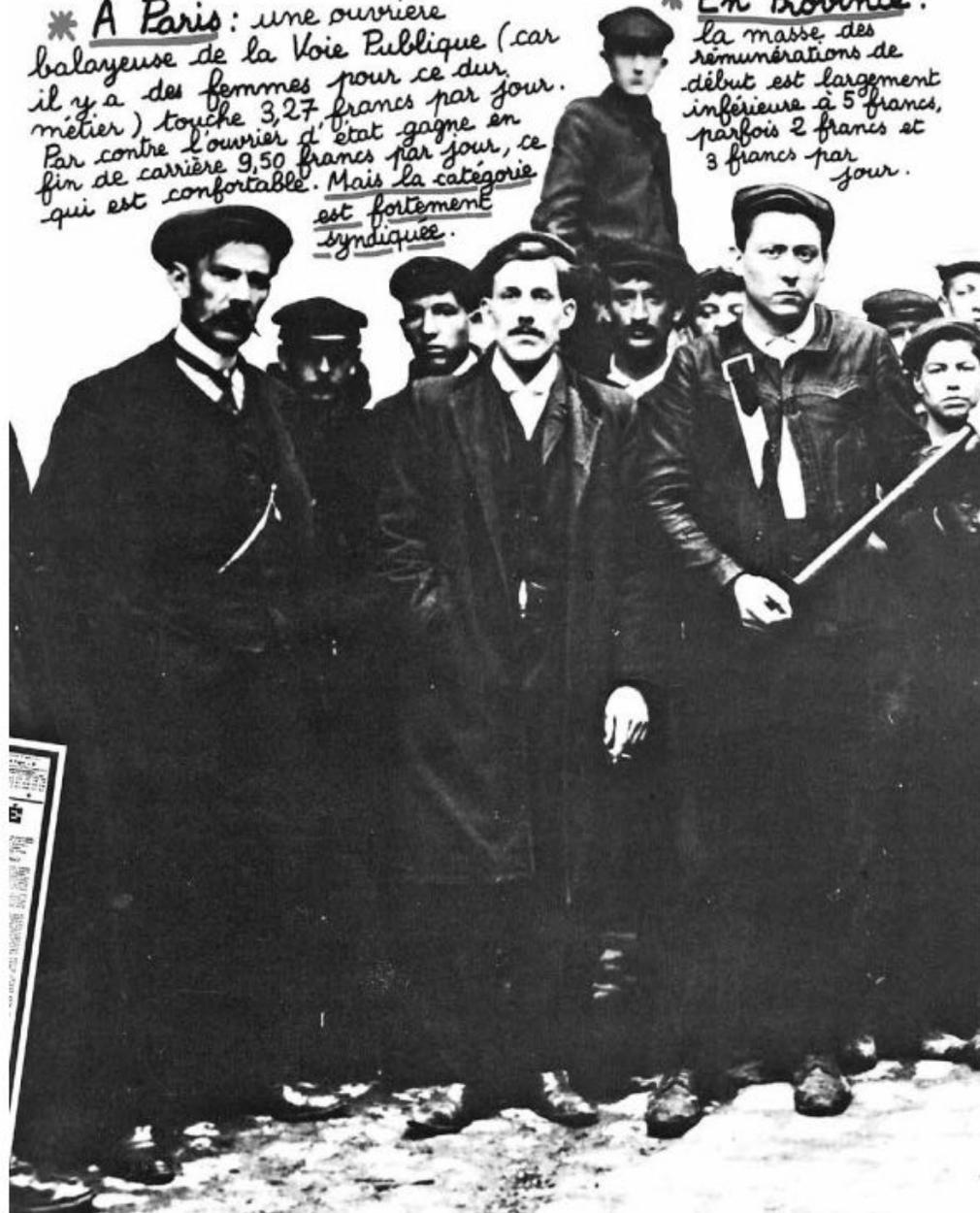
Les « inventions citoyennes » de Louviers restent assez isolées et n'ont qu'un temps. Mais la question des transports gratuits revient à l'ordre du jour (pas seulement en France). L'expérience a fonctionné d'abord dans des villes moyennes, puis à Dunkerque (200 000 habitants) par exemple. L'enjeu est écologique (inciter à moins utiliser la voiture) et social. En effet, ceux et celles qui avaient déjà droit à la gratuité (personnes âgées, chômeurs, etc.) ne le savaient pas toujours, ou ne remplissaient pas les formulaires nécessaires pour exercer ce droit. Gratuit pour tout le monde, sans billet ni carte, c'est plus simple... et à Dunkerque, ça n'a pas augmenté les incivilités ; les usagers trouvent au contraire les bus plus conviviaux. Ça n'a pas non plus dévalorisé symboliquement le service public. Évidemment, tout cela a un coût en termes d'impôts. Pas si élevé que les opposants le disent, mais surtout, le transport

# 5 francs par jour minimum!

C'est la revendication du Congrès de 1912 de la Fédération des travailleurs municipaux.

\* A Paris : une ouvrière balayeuse de la Voie Publique (car il y a des femmes pour ce dur métier) touche 3,27 francs par jour. Par contre l'ouvrier d'état gagne en fin de carrière 9,50 francs par jour, ce qui est confortable. Mais la catégorie est fortement syndiquée.

\* En Province : la masse des rémunérations de début est largement inférieure à 5 francs, parfois 2 francs et 3 francs par jour.



## LE RETOUR DE LA PRÉCARITÉ DANS LA FONCTION PUBLIQUE (WITH A VENGEANCE)

Inspiré de travaux de Marion Gaboriau, Aurélie Peyrin et Émilien Ruiz.

Claudine : C'est-à-dire qu'on propose des remplacements en fonction des besoins. C'est-à-dire que le matin, on téléphone à 7 heures en disant : « Est-ce que vous voulez bien aller sur tel lieu ? » [...] C'est-à-dire que, nous ce qu'on attend, c'est de l'engagement : « Vous avez besoin de quelqu'un, je pars tout de suite ! »  
L'enquêtrice : Tu leur fournis pas de fiche de poste ou...  
Claudine : Ah non, bien sûr que non, ah non, non, non ! On est sur, vraiment, le travail d'intérim basique. [...]  
Mélissa : Je ne peux pas les empêcher de chercher autre chose parce que je leur propose de la précarité mais je vais leur faire la morale parce que moi, lors de l'entretien, je leur dis bien, c'est une collaboration. Il n'y a rien d'écrit, il n'y a pas de contrat. Mais par respect, par principe, s'ils ont autre chose, ils me contactent au moins à l'avance pour me dire qu'ils sont pris ailleurs [...].

Claudine ne travaille pas chez Adecco. Mélissa n'est pas une entrepreneuse de l'« informel » dans un pays du tiers-monde. En 2016, elles expliquent à une sociologue leur quotidien de gestionnaire des « ressources humaines » dans le service de l'éducation d'une grande commune de l'ouest de la France. Elles sont fonctionnaires territoriales de catégorie C : tout en bas de la hiérarchie de la fonction publique – mais elles ont le statut de fonctionnaires. En revanche, les personnes qu'elles recrutent pour remplacer les adultes non enseignants dans les écoles (pour assurer notamment le nettoyage et la restauration) n'ont ni statut ni contrat : ni avec la commune ni même avec une entreprise ou une association. Ce sont en grande majorité des femmes, de tous âges, souvent étrangères ; elles sont payées à l'heure, au salaire minimum, et pudiquement appelées « temporaires ». La commune s'interdit d'avoir recours à la même remplaçante « temporaire » pendant plus d'un an, sauf cas extrêmement rares de titularisation. En théorie, c'est pour protéger ces agentes : pour éviter que cette situation précaire, à la marge de la légalité, soit trop prolongée. Mais le besoin de remplaçantes, lui, est permanent – et, du coup, leur précarité aussi. En effet, le nombre d'enfants scolarisés augmente, et le nombre d'absences des agentes titulaires aussi – parce qu'elles vieillissent, et parce qu'elles vivent mal diverses réformes organisationnelles. Résultat : une situation que l'inspection du travail n'admettrait pas si elle se produisait en entreprise ; mais l'inspection n'a pas la possibilité d'intervenir au bénéfice des agents publics !

Des syndiqués CGT de la Fédération des travailleurs municipaux posent avec leur drapeau en 1912.

**LEXIQUE** **Catégorie C :** la fonction publique est hiérarchisée entre catégories A (cadres) et C (personnel d'exécution) – jusqu'en 1992, il existait une catégorie D. Chaque catégorie correspond à un diplôme minimal exigé à l'entrée, et à un type de grille de salaire. La catégorie C demande des diplômes moins élevés et donne droit à des salaires plus bas que les autres.

**« Qui va emménager dans ces logements ? Des familles nombreuses avec des enfants bruyants et mal éduqués », s'inquiète une habitante du boulevard Suchet, dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement de Paris,**

*Le Parisien, 2018.*

**« Je suis d'accord pour la solidarité mais on n'est pas obligé de la faire au milieu du bois de Boulogne ! »**

**Claude Goasguen, député Les Républicains du XVI<sup>e</sup>,**  
*Le Parisien, 2019.*

**« Ça va être infernal, ça va être la zone, ça va être dégoûtant, partout il va y avoir des papiers, y aura des gens qui vont se faire cambrioler. »**

**Une habitante du XVI<sup>e</sup> dans une vidéo pour *Challenges*,**  
mars 2016.

**« On a un patrimoine entre les mains. On veut pouvoir le transmettre sans perturbation. »**

**« Ce n'est pas l'endroit où il fallait les installer : ils sont tous étrangers, on ne sait pas parler leurs langues, on ne connaît pas leur façon de vivre.**

**Eux-mêmes ne connaissent pas la nôtre. Ils auront donc des difficultés à s'intégrer, si tant est qu'ils veulent s'intégrer. »**

**D'autres riverains interviewés par France Culture, février 2016.**

**« Pourquoi vouloir mettre ce centre d'hébergement juste à l'endroit où je me promène avec mes enfants et mon chien. Pourquoi là ? Je me fais du souci pour mes enfants. En plus c'est justement ici que les dames font leur jogging le matin. Pourquoi aller saccager le bois de Boulogne ? »**

**Une habitante du XVI<sup>e</sup> à la télévision,**  
citée par Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot.

Quand ils ne recourent pas purement et simplement au vandalisme ou à la dégradation volontaire, comme le laissent penser les deux tentatives d'incendies qui ont visé en 2016 le centre en construction dans

le XVI<sup>e</sup>. Ils ont quand même plus souvent l'habileté d'utiliser des arguments de préservation du paysage ou de défense du patrimoine pour revendiquer, sans le dire, des formes de ségrégation sociale : un communautarisme dont les médias parlent peu.

Le danger, pour eux, c'est la menace contre leur entre-soi : avoir dans son champ de vision des membres des classes populaires ou, pire encore, des personnes sans abri ou exilées. **Les craintes de la mise en cause des modes de vie des riches sont associées aux peurs d'une contamination sociale.** Les sociologues parlent aussi d'une « barrière émotionnelle », qui écarte toute possibilité de voir dans les pauvres des égaux – d'autres usagers des services publics ou d'un espace public partagé.

## DES MAJORDOMES PLUTÔT QUE DES FONCTIONNAIRES

*Inspiré de textes d'Alizée Delpierre, et de Bruno Cousin & Anne Lambert.*

**L**e fait que les riches utilisent – aussi – les services publics les rattache au moins un minimum à l'existence ordinaire de leurs concitoyens. Or il n'en a pas toujours été ainsi. Avant la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, leurs existences reposaient largement sur un personnel à leur disposition. Une tendance qui a à nouveau la cote partout dans le monde – mais moins en France qu'ailleurs, parce que les services publics, malgré toutes les attaques, sont encore là. **Le vrai retour de la domesticité est peut-être devant nous.**

Le mode de vie des très riches bourgeois, jusqu'aux années 1960-1970, impliquait dans leurs maisons des espaces – des lingerie, des chambres de bonnes, des conciergeries, etc. – où le personnel qui les servait travaillait, mais était aussi logé (sur le modèle de ce qui existait pour la noblesse, dans ses châteaux ou ses hôtels particuliers). Au XIX<sup>e</sup> siècle, ces domestiques, souvent des femmes d'origine populaire, venues de la campagne ou de l'étranger, n'avaient pas les mêmes droits que les autres habitants et salariés de France. Ce n'étaient pas des esclaves, certes, mais elles n'étaient pas considérées comme des personnes entièrement libres : les domestiques masculins étaient spécifiquement exclus du droit de vote et, pour réclamer des salaires impayés à leurs patrons, domestiques hommes et femmes devaient fournir à la justice des preuves écrites, alors que les ouvriers n'en avaient pas besoin. Au cours du XX<sup>e</sup> siècle, elles sont parvenues à se mobiliser pour obtenir un peu plus de droits – alors

Pierre PÉRIER, *École et familles populaires. Sociologie d'un différend*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2005.

Daniel THIN, *Quartiers populaires. L'école et le quartier*, Presses universitaires de Lyon, Lyon, 1998.

#### DES ÉCOLES D'ÉLITE POUR HÉRITIERS

Citations :

Didier ÉRIBON, « Les grandes écoles ne sont pas un système scolaire, mais un système social », La Matinale du Monde, *M Campus*, 6 janvier 2019.

COUR DES COMPTES, référé n° 62419 du 17 février 2012.

« L'ENA de la méritocratie à l'entre soi » (extraits), Archives INA (vidéo), 11 avril 2019.

Anne-Sophie BEAUVAIS et Maïna MARJANY (coord.), « Histoires de famille(s) », *Émile magazine (by Sciences Po alumni)*, n° 13, juillet 2018.

Image :

Dessin de Gilles Rapaport.

Références :

Cécile BONNEAU, Pauline CHAROUSSET, Julien GRENET et Georgia THEBAULT, « Quelle démocratisation des grandes écoles depuis le milieu des années 2000 ? », *Rapport Institut des politiques publiques*, n° 30, 2021.

Madani CHEURFA et Vincent TIBERI, « Le concours d'entrée à Sciences Po : inégalités d'accès et inégalités sociales », in Sciences Po, Convention ZEP, *L'Excellence dans la diversité : communiqué de synthèse*, Paris, 2001.

Michel EURIAT et Claude THÉLOT, « Le recrutement social de l'élite scolaire en France. Évolution des inégalités de 1950 à 1990 », *Revue française de sociologie*, vol. 36, n° 3, 1995, p. 403-438.

OBSERVATOIRE DES INÉGALITÉS, « Des classes préparatoires et des grandes écoles toujours aussi fermées » [en ligne], données avril 2021.

#### RECHERCHE D'INDICES POUR LA SÉLECTION

Jordan et Gauthier sont des personnages fictifs créés à partir de données issues d'enquêtes sociologiques.

Citations :

Muriel DARMON, *Classes préparatoires. La fabrique d'une jeunesse dominante*, La Découverte, Paris, 2013, données chiffrées p. 13.

Directeur du concours de Polytechnique, cité dans : Benoît FLOC'H, « L'École polytechnique, ce concentré d'inégalités », *Le Monde*, 25 novembre 2014.

Références :

Marianne BLANCHARD, Sophie ORANGE et Arnaud PIERREL, « La noblesse scientifique. Jugements scolaires et naturalisation des aspirations en classes préparatoires aux grandes écoles », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 220, 2017, p. 68-85.

Pierre FRANÇOIS et Nicolas BERKOUK, « Les concours sont-ils neutres ? Concurrence et parrainage dans l'accès à l'École polytechnique », *Sociologie*, vol. 9, n° 2, 2018, p. 169-196.

#### PASSER UN CONCOURS : FALLAIT DÉJÀ L'ENVISAGER !

Citations :

Alexandre DUMAS, *Les Trois Mousquetaires*, Gallimard, Paris, 2001 [1844], p. 142.

Courriel de Samira dans : Stéphane BEAUD, *La France des Belhoumi. Portraits de famille (1977-2017)*, La Découverte, Paris, 2018, p. 145.

Corine GOLDBERGER, « Grandes écoles : dans la peau d'une bête à concours » (extraits), *Marie-Claire*, archives 2010 [en ligne].

Michael D. YOUNG, *The Rise of the Meritocracy*, Pelican Books, Londres, 1958 – citation arrangée tirée de la traduction française, site de Futuribles.

Images :

« Le Petit ingénieur », Imagerie Pellerin, Épinal, 1875, via Wikimedia Commons.

« Le réalisateur allemand Arnold Heinrich Fanck (1889-1974) avec son premier fils Arnold Ernst Fanck (1919-1994) jouant le piano à queue *Welte-Mignon* dans la villa *Am Sandwerder 39* à Berlin-Nikolassee. Arnold junior a fréquenté l'internat privé *Freie Schulgemeinde* à Wickersdorf », auteur inconnu. Archives privées de M. Fanck, Allemagne, domaine public via Wikimedia Commons.

Dessin de Gilles Rapaport.

Références :

Gilles RAVEAUX, « Les grandes écoles, fabriques des inégalités », Le blog de Gilles Raveaux, *Alternatives économiques* [en ligne], 11 janvier 2010.

Agnès VAN ZANTEN (entretien), « L'orientation scolaire renforce les inégalités », *Le journal*, publication du CNRS [en ligne], 27 août 2018.

#### SUFFIT-IL DE TRAVAILLER POUR RÉUSSIR ?

Citation :

Jacques MANDRIN (pseudonyme), *L'Énararchie ou les Mandarins de la société bourgeoise*, La Table ronde, Paris, 1967, p. 128.

Image : dessin de Gilles Rapaport.

Références :

Jean-Michel EYMERI-DOUZANS, *La Fabrique des énarques*, Economica, Paris, 2001 (dont citations p. 79-80 et p. 169 et, dans l'encadré, extraits arrangés des p. 81-172).

Bernard LAHIRE (dir.) *Enfances de classe. De l'inégalité parmi les enfants*, Le Seuil, Paris, 2019.

#### FAITES COMPARAÎTRE... LES GRANDES ÉCOLES

Citations :

COUR DES COMPTES, *Rapport public annuel*, février 2020, p. 463.

Juan Paulo BRANCO LOPEZ, « Sciences-Po occupé : caricature de la "fabrique des élites" », *L'Obs avec Rue 89*, 7 novembre 2016.

« La vie à Ulm », Forum Prépas [en ligne], message de Myst, 16 juillet 2008.

Lettre « Entendre la faim » – lettres modernes, précarité étudiante, Academia [en ligne], 7 mars 2020.

Image : dessin de Gilles Rapaport.

Références :

Stéphane BEAUD et Bernard CONVERT, « "30 % de boursiers" en grande école... et après ? », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 183, 2010, p. 4-13.

Observatoire national de la vie étudiante [en ligne].

Vanessa PINTO, *À l'école du salariat. Les étudiants et leurs « petits boulots »*, PUF, Paris, 2014.

Camille POLLONI, « Marc, 22 ans, élève à Polytechnique pour 1 147 euros par mois », *L'Obs avec Rue 89*, 20 novembre 2012.

Gilles RAVEAUX, « Les grandes écoles, fabriques des inégalités », Le blog de Gilles Raveaux, *Alternatives économiques* [en ligne], 11 janvier 2010.

Valérie SCHNEIDER, « Ceux que l'on paie pour étudier : enquête sur les privilégiés de l'école », *Observatoire des inégalités* [en ligne], 31 août 2017.

Sites internet de Saint-Cyr, ENS, ENA.

#### LA FABRIQUE DES TUEURS DE COÛTS

Citations :

Rapport du jury de 1972 – tirée de : Sarah KOLOPP, « De la modernisation à la raison économique. La formation en économie à l'Ena et les déplacements des lieux communs de l'action publique (1945-1984) », *Genèses*, n° 93, 2013, p. 69.

Isabel MAREY-SEMPER (prés. des concours d'entrée à l'ENA en 2019), *Rapport au Premier ministre et au ministre chargé de la Fonction publique*, Paris, le 21 janvier 2020, p. 14.

Image : dessin de Gilles Rapaport.

Références :

Yves-Marie ABRAHAM, « Du souci scolaire au sérieux managérial, ou comment devenir un "HEC" », *Revue française de sociologie*, n° 48, 2007, p. 37-66.

Émilie BILAND et Sarah KOLOPP, « La fabrique de la pensée d'État. Lutes d'institutions et arrangements cognitifs à l'ENA (1945-1982) », *Gouvernement et action publique*, n° 2, 2013, p. 221-248.

Adrien DELESPIERRE, « Des entreprises dans les salles de classe ? », *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, n° 14, 2015, p. 69-92 (notamment p. 77).

Adrien DELESPIERRE, « L'Internationalisation des grandes écoles d'ingénieurs françaises. Une recomposition de la noblesse d'État », thèse pour le doctorat de sociologie, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2016.

#### HOLD-UP DE LA PENSÉE

Citation :

Note du ministère de l'Équipement, tirée de : Julie GERVAIS, *L'Impératif managérial. Désirs privés et devoirs publics d'un grand corps d'État*, Presses universitaires du Septentrion, Lille, 2019, p. 59.

#### LES COMMANDITAIRES

Citations :

Bruno Angles, un porte-parole du corps et le président de l'association, cités dans : Julie GERVAIS, *L'Impératif managérial. Désirs privés et devoirs publics d'un grand corps d'État*, Presses universitaires du Septentrion, Lille, 2019, respectivement p. 202, 203 et p. 106 (encadrés tirés des p. 100 et p. 107).